



MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

Liberté
Égalité
Fraternité

Dossier de presse Rapport

« Frères musulmans et islamisme politique en France »





Sommaire

1.

Présentation de la mission

Un groupe de hauts fonctionnaires missionnés en avril 2024 pour un travail approfondi destiné à documenter la réalité de l'islamisme politique.

2.

Pourquoi publier ce rapport

Un rapport porté à la connaissance du public pour dire ce qu'est l'islamisme et sensibiliser l'opinion sur sa réalité, comme l'ont déjà fait plusieurs pays dans le monde.

3.

L'état de la menace

En France, la mouvance des Frères musulmans s'appuie sur des structures solides dans les champs culturels, éducatifs et sociaux, et se diffuse au sein d'écosystèmes locaux.

4.

Glossaire

5.

Pour aller plus loin :

Bibliographie indicative

1. Présentation de la mission

Un groupe de hauts fonctionnaires missionnés en avril 2024 pour un travail approfondi destiné à documenter la réalité de l'islamisme politique.

Par une lettre en date du 17 avril 2024, sur commande du Président de la République en Conseil de défense et de sécurité nationale en janvier 2024, les ministres chargés de l'intérieur, des affaires étrangères et des armées ont commandé à de hauts fonctionnaires une mission d'évaluation sur la mouvance des Frères musulmans et l'islamisme politique en France.

Cette mission devait formaliser, par un vecteur distinct de la production habituelle des services de renseignement ou des travaux de recherche académique, un rapport clarifiant la menace posée par l'entrisme islamiste en termes de sécurité et de cohésion nationale. La mission s'est rendue dans 4 pays européens et 10 départements. Elle a auditionné plus de 200 personnes (services de l'Etat, acteurs du culte, universitaires, essayistes, élus, diplomates).

La mission avait pour objet de :

dans un premier temps, dresser un état des lieux :

- caractériser la menace
- s'attacher à définir son poids dans les dérives séparatistes ; caractériser cette menace à l'échelle internationale en documentant les développements de l'action des Frères musulmans chez nos principaux voisins européens et dans le monde arabo-musulman ;

dans un second temps, formuler :

- des propositions sur la méthode de lutte contre l'entrisme au sein des sphères décisionnelles locales, nationales, ainsi qu'au sein des institutions internationales et en particulier de l'Union européenne;
- et des recommandations de nature à susciter une juste prise de conscience de l'essor de l'islamisme politique en France.

Remis en juillet 2024 aux différents commanditaires, le rapport met en évidence une menace grave, marquée par un double discours qui conjugue entre soi, dissimulation et respect apparent des règles dans l'objectif de substituer à la communauté nationale de nouvelles formes d'allégeances en rupture avec la tradition républicaine.

Il démontre la nécessité de sensibiliser le grand public et les décideurs publics à la réalité de cette menace. Sur la base des recommandations formulées par ce rapport, le Conseil de défense et de sécurité nationale réuni le 21 mai 2025 a présenté de premières orientations qui conduiront à la mise en œuvre d'un plan d'action national.

Ce rapport a été classifié pour protéger des sources qui ne doivent pas être exposées. Il était aussi nécessaire de préserver le secret d'affaires judiciaires en cours. La version qui est portée aujourd'hui à la connaissance du public est expurgée de ces éléments.

2. Pourquoi publier ce rapport

Un rapport porté à la connaissance du public pour dire ce qu'est l'islamisme et sensibiliser l'opinion sur sa réalité, comme l'ont déjà fait plusieurs pays dans le monde.

Ce rapport documente un phénomène que la sphère scientifique, les spécialistes et les chercheurs ont établi depuis longtemps (cf bibliographie en annexe du rapport). Les dégâts considérables occasionnés dans plusieurs pays du Moyen-Orient qui ont subi des régimes islamistes sont également connus et documentés.

Pour ce qui concerne la France, **Emmanuel Macron, Président de la République**, a posé un acte fondateur lors de son discours aux Mureaux du 2 octobre 2020 sur le thème de la lutte contre les séparatismes :

« Le problème, c'est le séparatisme islamiste. Ce projet conscient, théorisé, politico-religieux, qui se concrétise par des écarts répétés avec les valeurs de la République, qui se traduit souvent par la constitution d'une contre-société et dont les manifestations sont la déscolarisation des enfants, le développement de pratiques sportives, culturelles communautarisées qui sont le prétexte à l'enseignement de principes qui ne sont pas conformes aux lois de la République. C'est l'endoctrinement et par celui-ci, la négation de nos principes, l'égalité entre les femmes et les hommes, la dignité humaine. Le problème, c'est cette idéologie, qui affirme que ses lois propres sont supérieures à celles de la République. »

Dans la continuité de ce discours, la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a constitué une réponse importante pour réarmer la France contre le séparatisme.

Quelques responsables publics ont également exprimé leur préoccupation. C'est le cas par exemple de Gérard Darmanin, ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice et ancien ministre de l'Intérieur, auteur de l'ouvrage paru en 2021 intitulé Le séparatisme islamiste : manifeste pour la laïcité (Editions de l'Observatoire) ; ou de Gabriel Attal, ancien Premier ministre, lors d'un entretien accordé à BFM le 18 avril 2024, où il a dénoncé :

« des groupes plus ou moins organisés qui cherchent à faire un entrisme islamiste » qui prône « les préceptes de la charia, notamment dans les écoles ».

Aujourd'hui, l'Etat franchit une nouvelle étape en posant un diagnostic documenté pour objectiver la menace islamiste et la faire connaître. En effet, le débat sur l'islam demeure largement instrumentalisé par la minorité extrémiste qui s'attache à propager, notamment sur internet, les visions religieuses les plus rigoristes, à rendre le discours victimaire hégémonique, et à assimiler l'Islam à l'islamisme.

D'autres pays se sont déjà engagés dans cette voie :

- En avril 2014, le Premier ministre David Cameron commissionne un rapport sur l'état de la mouvance au Royaume-Uni, visant à évaluer « la philosophie, les activités, l'impact et l'influence des Frères musulmans sur les intérêts nationaux du Royaume-Uni, dans le pays et à l'étranger, ainsi que la politique du gouvernement à l'égard de l'organisation ». Une partie des conclusions du rapport sont rendues publiques en décembre 2015 : <https://www.gov.uk/government/publications/muslim-brotherhood-review-main-findings>

- Créée en juillet 2020 à l'initiative du gouvernement conservateur-verts d'Autriche, la Dokumentationsstelle Politischer Islam (DPI) est adossée à la chancellerie générale. Ses financements proviennent du ministère de l'intégration. Ses chercheurs bénéficient d'une complète autonomie pour financer leurs recherches. Elle a publié plusieurs rapports sur l'islam politique en Autriche et notamment sur la mouvance des Frères musulmans et le Millî Görüs.
- Aux Emirats Arabes Unis, le think tank Trends Research and Advisory a consacré de nombreuses études liées aux Frères musulmans.

3. L'état de la menace

En France, la mouvance des Frères musulmans s'appuie sur des structures solides dans les champs culturels, éducatifs et sociaux, et se diffuse au sein d'écosystèmes locaux.

Depuis les printemps arabes, l'influence des Frères musulmans s'est progressivement estompée dans le monde arabo-musulman. Ils ont notamment été privés de leur influence en Egypte, leur berceau historique, après la chute et la condamnation du président Morsi.

L'Organisation internationale des Frères musulmans a déplacé le cœur de ses activités entre en Turquie et en Europe. Elle a établi son siège institutionnel européen, le Council of European Muslims, à Bruxelles. Elle s'est également implantée durablement en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni.

En France, les Frères musulmans ont établi depuis près de quarante ans un réseau solide, qui repose sur deux éléments principaux : une structure faîtière, Musulmans de France (héritière de l'Union des organisations islamiques de France, UOIF) et un ensemble d'organisations culturelles, sociales et éducatives.

Musulmans de France gère 139 lieux de culte affiliés, avec une influence notable dans 55 départements, représentant environ 7% des 2 800 lieux de culte recensés sur le sol français. Une soixantaine d'autres mosquées sont proches de cette mouvance, sans y être officiellement affiliées.

En parallèle de cet édifice culturel, la confrérie a investi trois principaux domaines d'action, qui sont ceux traditionnellement privilégiés par les islamistes : **l'éducation, l'action sociale et la formation théologique.**

Les Frères musulmans se sont dès lors impliqués dans **des écoles confessionnelles**, dont cinq sont sous contrat avec l'Etat. Ces établissements sont soutenus par une Fédération Nationale de l'Enseignement privé Musulman (FNEM) qui rassemble une soixante d'écoles hors contrat, surtout dans le primaire. Bien que réputées pour leur excellence académique, ces écoles présentent des carences pédagogiques (absence de ressources pluralistes) et véhiculent des valeurs contraires à celles de la République (infériorisation de la femme, suprématie de la loi divine), fragilisant l'esprit critique et les bases des démocraties libérales.

Deuxième terrain privilégié d'expansion islamiste après l'éducation, **le secteur humanitaire et social**, notamment par le biais d'organisations caritatives. A travers celles-ci, les Frères Musulmans construisent une légitimité parallèle à celle des services publics.

Enfin, la mouvance des Frères musulmans a appuyé sa politique de rayonnement sur **l'action de prédicateurs** qui ont sillonné le territoire national depuis quatre décennies. Ces prédicateurs bénéficient d'un enseignement théologique diffusé au travers du réseau des Instituts européens des Sciences Humaines (IESH), dont l'un des principaux est installé en France à Saint-Léger-de-Fougeret.

A partir de cette armature idéologique robuste, **les Frères musulmans ont joué un rôle dans la structuration d'écosystèmes locaux** à partir desquels se diffuse l'islamisme, permettant d'encadrer la vie du musulman de sa naissance à sa mort. Une quinzaine d'écosystèmes ont été recensés par les services de renseignement.

C'est par exemple le cas dans la région des Hauts-de-France, où historiquement le réseau s'est implanté autour de figures charismatiques. Une trentaine de personnes sont identifiées comme cadres locaux d'organisations clés telles que :

- la ligue islamique du Nord (LIN), support de la Grande Mosquée de Lille, organisatrice de la Rencontre annuelle des musulmans du Nord (RAMN) ;
- le centre islamique de Villeneuve d'Ascq (CIV), né dans les années 1970 et renforcé par un projet d'urbanisme majeur financé par le Qatar, l'Egypte et le Koweït ;
- le lycée Averroès, créé en 2003 et sous contrat avec l'Etat en 2008.

Les récentes actions de l'Etat, comme l'expulsion de H. Iquioussen en 2022 ou l'OQTF délivrée contre A. Jaballah en 2024, ont freiné cet écosystème.

Cette influence sur le terrain est amplifiée dans le monde virtuel. De nombreux prédicateurs, « 2.0 » sont actifs sur internet. Ils sont relayés par des comptes de « rappel islamiques », qui totalisent jusqu' à 1,5 million d'abonnés sur Tiktok et alimentent les algorithmes. Selon l'institut Montaigne, près de 90% du contenu religieux en ligne est d'inspiration rigoriste, et en tout premier lieu salafiste.

4. Glossaire

1. L'islamisme ne doit pas être confondu avec l'islam. **L'islamisme est l'instrumentalisation politique de l'islam pour en faire une idéologie qui enveloppe chaque aspect de la vie, de manière très intrusive.** L'islamisme est incarné, notamment, par les courants des Frères musulmans, des salafistes, des Tablighis et du Milli Gorus (mouvement islamonationaliste turc).

2/ Séparatisme et entrisme recouvrent une même volonté de vivre selon des règles spécifiques en se soustrayant aux règles communes.

Le séparatisme désigne l'attitude de certains groupes ou individus qui s'isolent volontairement du reste de la société, refusant de respecter les règles communes et revendiquant des lois, des normes ou des pratiques qui s'opposent aux principes de la République.

L'entrisme peut être considéré comme un mode d'action séparatiste. Il se caractérise par une implication dans la vie locale pour accéder à des positions d'influence et de pouvoir permettant d'obtenir des aménagements aux lois en vigueur.

5.

Pour aller plus loin : bibliographie indicative

Rapports publics

- Rapport de l'IGEN présenté par Jean-Pierre OBIN. Les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires, juin 2004 (<https://www.education.gouv.fr/les-signes-et-manifestations-d-appartenance-religieuse-dans-les-etablissements-scolaires-8888>)
- Rapport du Sénat. Rapport au nom de la commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre, par Nathalie DELATTRE, Présidente et Jacqueline EUSTACHE-BRINIO, Rapporteuse (<https://www.senat.fr/rap/r19-595-1/r19-595-11.pdf>)

Rapport de l'IGESR. Les phénomènes de communautarisme au sein des associations sportives et de jeunesse, dans les accueils collectifs de mineurs ou les autres structures d'accueil de jeunes, juillet 2021 (<https://www.sports.gouv.fr/sites/default/files/2023-02/rapports-ig-sr-les-ph-nom-nes-de-communautarisme-dans-les-associations-sportives-et-de-jeunesse-les-accueils-collectifs-de-mineurs-4967.pdf>)

Rapport de l'Assemblée nationale. Mission flash sur les dérives communautaristes et islamistes dans le sport », mars 2025, M. Julien ODOUL et Mme Caroline YADAN (https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/documents/derives/l17n958531220_document.pdf)

Rapport de Institut Montaigne, Voyage au pays des Frères musulmans, dans La fabrique de l'islamisme, 2018 (<https://www.institutmontaigne.org/publications/la-fabrique-de-lislamisme>)

Travaux étrangers

- Emirats Arabes Unis. Trends Research and Advisory. Etudes dédiées aux Frères musulmans : Organisation des FM : origine et fondation, structure organisationnelle des Frères musulmans (caractéristiques, objectifs et avenir), Organisation spéciale des Frères musulmans (origines, objectifs et évolutions), La construction économique des Frères musulmans (réseaux d'argent, commerciaux et financiers), Activité médiatiques et communicationnelles des Frères musulmans, L'organisation internationale des Frères musulmans. <https://trendsresearch.org/fr/publications/?topic=235>
- Royaume-Uni. Rapport Jenkins (rapport interne). Rapport demandé par le Premier ministre britannique. Résumé officiel du contenu : https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/486932/Muslim_Brotherhood_Review_Main_Findings.pdf

- Autriche. Rapports du Dokumentationsstelle Politischer Islam, centre spécialisé dans la documentation de l'islam politique créé en 2020 pour démanteler la rhétorique politique des Frères musulmans. Accès aux publications en anglais : <https://www.dokumentationsstelle.at/en/publications-in-english>

Et en allemand

<https://www.dokumentationsstelle.at/publikationen>, dont notamment : Politischer Islam auf Gemeindeebene : Die Islamische Vereinigung in Österreich (IVO) », 2022 (https://www.dokumentationsstelle.at/fileadmin/dpi/publikationen/DPI_Studie_IVOe.pdf)

- Espagne. Rapport du Real Instituto. La Hermandad Musulmana en España, activismo comunitario, politica y terrorismo (<https://www.realinstitutoelcano.org/documento-de-trabajo/la-hermandad-musulmana-en-espana-activismo-comunitario-politica-y-terrorismo/>)

Travaux académiques

Samir AMGHAR, L'islam militant en Europe, Paris, Infolio, 2013

Dominique AVON, L'islam réformiste de Tariq Ramadan, se comprendre, Janvier 2024

Dominique AVON, Le shaykh Yusuf al-Qaradawi (1926-2022), Observatoire des religions et de la laïcité, novembre 2022

Gilles KEPEL, Quatre-vingt-treize, Gallimard, 2012

Hugo MICHERON, La colère et l'oubli, les démocraties face au djihadisme européen, Gallimard, 2023

Bernard ROUGIER, Les territoires conquis de l'islamisme, Paris, PUF, 2020

Olivier ROY, Le néofondamentalisme : des Frères musulmans au FIS, revue Esprit, 1992

Témoignages

Mohamed LOUIZI, Pourquoi j'ai quitté les Frères musulmans ? Editions Michalon, 2016

Discours du président de la République

- Conférence de presse du 18 février 2020 à Mulhouse
(<https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-15216-fr.pdf>)
- Aux Mureaux, le 2 octobre 2020 « lutte contre les séparatismes »
(<https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-16114-fr.pdf>)
- 20 mai 2025, discours du PR en hommage aux victimes de l'attaque à la préfecture de police de Paris
(<https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-14460-fr.pdf>)